Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1202

Artikel: Grèves : en baisse à cause de la récession
Autor: Bory, Valérie
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1015397

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ÉNERGIE

Les électriciens pris au piège

(*jd*) En 1994, la consommation d'électricité a baissé pour la deuxième année consécutive. Pourtant la loi de l'offre et de la demande ne joue pas, puisque les tarifs sont à la hausse. Les consommateurs paient ainsi l'obstination des producteurs à ne considérer qu'un seul scénario, celui de la croissance continue de la demande. Une obstination confortée il est vrai par la mollesse des autorités, dès lors qu'il s'agit de promouvoir les économies d'énergie.

On ne peut pondérer avec précision les causes de cette baisse de la consommation: un hiver doux et la suppression de nombreux emplois certainement, un comportement plus économe des usagers, peut-être, et dans une proportion modeste.

Production	
Centrales hydroélectriques	39,6 milliards kWh
Centrales nucléaires	22,9 milliards kWh
Participations nucléaires à l'étranger (estimation)	10,6 milliards kWh
Participations étrangères en Suisse	1 milliard kWh
Consommation	50,5 milliards kWh
Excédent de production	21,4 milliards kWh

Chiffres pour 1994

N .B. L'excédent ne correspond pas à la soustraction Production moins Consommation: la différence est constituée par des pertes de transport et de transformation.

Quant à la production record de 1994, elle résulte d'une année particulièrement humide et chaude et de la fiabilité des centrales nucléaires helvétiques, à quoi il faut ajouter l'augmentation de puissance de Mühleberg et l'amélioration de l'efficacité de Leibstadt. Au total, la production indigène d'électricité dépasse de plus de 23% la consommation intérieure.

Ce n'est pas tout. Freinés dans leurs projets de développement du nucléaire en Suisse – difficulté d'obtenir les autorisations nécessaires d'abord (Kaiseraugst, Graben, Verbois), vote d'un moratoire par le peuple ensuite –, les électriciens sont allés chercher à l'étranger l'énergie qu'ils croyaient indispensable pour répondre à la demande du pays, en investissant dans le nucléaire, surtout français, ou en s'assurant des droits d'achat. Si l'on tient compte de cet apport extérieur, l'excédent total d'électricité équivaut à 40% de la consommation suisse.

L'ennui avec l'électricité d'origine nucléaire, c'est qu'on ne peut pas la stocker. Produite en continu, elle appelle une consommation immédiate. Sauf à l'utiliser pour pomper l'eau dans les barrages et à la restituer par turbinage au moment où la demande est forte. D'où le projet en cours de Cleuson-Dixence et celui à réaliser de Mauvoisin. Mais cela ne représente qu'une faible part de l'électricité nucléaire disponible. Reste donc l'exportation sur un marché européen saturé, c'est-à-dire à un prix inférieur au coût de production. Voilà pourquoi le consommateur suisse supporte une hausse des tarifs et les sociétés productrices et distributrices enregistrent des pertes. Et si la tendance à la baisse ou même à la stagnation de la consommation persiste, la situation ne peut qu'empirer. En effet, les engagements suisses dans le nucléaire français vont encore augmenter de plus de 50% jusqu'en l'an 2000.

Posons une fois encore la question: avec les milliards investis dans la production de nouveaux kilowatts/heure, quelles mesures aurait-on pu prendre pour améliorer l'efficacité énergétique des appareils et des moteurs électriques, pour diffuser ces nouvelles techniques et pour promouvoir des sources alternatives de production? Il est difficile de chiffrer la réponse, mais on sait que les économies potentielles, sans diminution des prestations énergétiques, varient selon les estimations entre 15 et 30%. Les électriciens ont fait le choix d'ignorer ce scénario et de tout miser sur la croissance «naturelle» de la consommation. Non pas par goût du profit – les électriciens ne sont pas des entrepreneurs, sans quoi ils auraient occupé le créneau des économies – mais dans le souci d'asseoir le pouvoir et l'emprise de l'électricité. Une vision d'ingénieur. ■

GRÈVES

En baisse à cause de la récession

(*vb*) La perte en journées de travail en 1993 (100 journées) se révèle être nettement inférieure aux chiffres enregistrés en 1991 et 1992, à savoir respectivement 250 et 170 journées de travail. Cette tendance pourrait s'expliquer par la récession, selon la revue anglaise *Employment Gazette*.

La Suisse n'a affiché aucune perte économique à la suite d'arrêts de travail en 1993. Tel n'est pas le cas d'autres pays, comme la Grèce (840 journées de travail perdues par millier de salariés), l'Espagne (250) et le Canada (150).

Observées sur une plus longue période (1984/93), les grèves se chiffrent annuellement à 330 jours par millier de salariés en moyenne, dans les pays de l'OCDE. L'Autriche, le Japon et les Pays-Bas se rangent aux côtés de la Suisse parmi les pays accusant le moins de journées perdues. A l'autre bout du classement se trouve la Grèce (3750), l'Espagne (580), la Turquie (380), le Canada (350) et l'Italie (310). Historiquement, il s'avère que certaines branches économiques comptabilisent un nombre de grèves supérieur à la moyenne, à commencer par l'industrie minière, l'industrie manufacturière, la construction, les transports et les communications. ■

In *La Vie Economique* 2/95.